

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1054

22 avril 2015

SOMMAIRE

Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A.	50588	Realinvest Europe S.A.	50550
Adma A.G.	50554	Realinvest Europe S.A.	50550
Air Lease Holdings S.A.	50548	Rocco S.à r.l.	50546
Allianz Société Financière S.à.r.l.	50547	Saltmarsh Finance S.à r.l.	50551
A.P.R.I.L. (Agence, Promotions, Rénova- tion et Immobilière Luxembourgeoises) S.à r.l.	50547	SAP Green Business S.A.	50547
Arca Luxembourg S.à r.l.	50555	SCP Richard, Mertz, Quere, Aubry, Re- noux, Moitry, Freulet & Duquesne-Theo- bald	50571
BCB Consulting S.à.r.l.	50568	SGH Capital	50587
BRE/Europe 8NQ S.à.r.l.	50560	Sigma 4 Constructions S.A.	50546
City Living Group S.à r.l.	50553	SkyPower Global	50549
Design Ceramica S.A.	50584	Société Commerciale d'Investissement S.A.	50546
Ecolux Services s.à r.l.	50592	Société Européenne de Banque	50549
Electro Farraj Hasan A-E-EFFE Sàrl	50592	Starting Luxco S.à.r.l.	50549
Gate International S.A. SPF	50573	STERIS Luxembourg Holding S.à r.l.	50546
LXVI S.A.	50552	Store Invest S.A.	50548
Mangrove II Management S.A.	50552	Tanah Lot Finance S.A.	50548
Marcol Capital Europe S.A.	50552	The New Century Fund	50546
Maricath S.A.	50552	Tokheim Luxco 2 S.A.	50550
MLM Residential S.A.	50551	Verso S.A.	50547
Philae Développement S.A.	50584	V.V.B. International Holding G.m.b.H., SPF	50550
Philomelos S.à r.l.	50585	WMC Securitisation S.A.	50551
Queens Road (GP) S.à r.l.	50558		
RDF Constructions S.A.	50550		

Société Commerciale d'Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 55.799.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir accepter ma démission avec effet immédiat.
Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2015040687/9.

(150046292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Sigma 4 Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5836 Alzingen, 4, rue Nicolas Wester.
R.C.S. Luxembourg B 101.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015040682/10.

(150045675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

STERIS Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 189.327,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 185.452.

Le bilan au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mars 2015.

Référence de publication: 2015040694/10.

(150046052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

The New Century Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue JF Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 81.235.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a décidé de co-opter Mme Marta Lavaroni (demeurant professionnellement: 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg) en remplacement de M. Franz Bondy en tant qu'administrateur avec effet au 1^{er} janvier 2015 jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui aura lieu en 2015.

Référence de publication: 2015040715/11.

(150046491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Rocco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 118.260.

Extrait du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 12 mars 2015

- Madame Colette WOHL, demeurant au 6, Rue des Primevères à L-8090 Bertrange est nommée gérante pour une durée indéterminée, en remplacement de Patrimonium Consultants S.à. r.l., avec effet immédiat.
- Le siège social de la société est transféré au 63-65, Rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

La gérance

Référence de publication: 2015040656/14.

(150046385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

SAP Green Business S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 179.908.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015040674/9.

(150046406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Verso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 143.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015040737/10.

(150045982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Allianz Société Financière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 280.000,00.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 95.660.

AUSZUG

Aus dem Protokoll der ordentlichen jährlichen Generalversammlung des alleinigen Gesellschafters der Gesellschaft vom 7. November 2014, geht hervor, dass KPMG Luxembourg, mit Sitz in L-1855 Luxembourg, 39, Avenue John F. Kennedy, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B149133, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur ordentlichen jährlichen Generalversammlung, welche über die Jahresabschlüsse des Geschäftsjahres 2014 beschließt, ernannt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. März 2015.

Référence de publication: 2015040118/16.

(150045943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

A.P.R.I.L. (Agence, Promotions, Rénovation et Immobilière Luxembourgeoises) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8079 Bertrange, 117A, rue de Leudelange.
R.C.S. Luxembourg B 139.705.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 3 mars 2015

Les associés prennent acte de ce qui suit:

Suite à la cession de parts intervenue en date du 22 avril 2013 entre la société LABEL IMMO SARL avec siège social à L-1931 Pontpierre 69, route de Luxembourg (RCS B115.792) et la société PROMOTIONS SCHMIT & KLEIN SARL, avec siège social à L-8399 Windhof (Koerich) 3, rue de l'Industrie (RCS B28.185), la nouvelle répartition du capital social est la suivante:

La société PROMOTIONS SCHMIT & KLEIN SARL. détient la totalité du capital (1250 parts sociales) de la société A.P.R.I.L. SARL et en est l'associée unique.

Pour extrait conforme

FIDCOSERV Sarl

Signature

Référence de publication: 2015040114/19.

(150046051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Store Invest S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 94.789.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19 février 2015

- L'assemblée générale des actionnaires décide à l'unanimité de transférer le siège du 54, Boulevard Napoléon I^{er} à L-2210 Luxembourg au 4, rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015040695/13.

(150046170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Air Lease Holdings S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 92.974.

—
Extrait des décisions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 novembre 2013

1. Le mandat d'administrateur-délégué à la gestion journalière de Monsieur Jean FELL, né le 9 avril 1956 à Echternach, Grand-duché de Luxembourg et résidant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, a été reconduit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Luxembourg, le 05 mars 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AIR LEASE HOLDINGS S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015040153/16.

(150046325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Tanah Lot Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 142.206.

—
- Constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, en date du 23 septembre 2008, acte publié au Mémorial, Recueil Spécial C n°2613 du 25 octobre 2008.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt en date du 5 mars 2014 que les décisions suivantes ont été prises:

- les mandats des membres du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes actuellement en fonction sont renouvelés, à savoir:

- *aux postes d'administrateurs:*

* Monsieur Jean FABER, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg,

Monsieur Didier KIRSCH, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg,

* Mademoiselle Jeanne PIEK, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg.

- *au poste de commissaire aux comptes:*

* REVILUX S.A., avec siège social à L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B-25.549.

Tous ces mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 11 mars 2015.

Pour la société TANAH LOT FINANCE S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015040708/24.

(150046468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Starting Luxco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 127.034,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 141.425.

—
Extrait des résolutions prises en date du 10 mars 2015

- La démission de Madame Fantine JEANNON de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet au 17 mars 2015, est acceptée.

- Madame Delphine BIRCKER, employée privée, née le 30 mai 1981 à La Fère (France), demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée nouveau gérant de catégorie B, avec effet au 17 mars 2015, et ce pour une période indéterminée.

Fait à Luxembourg, le 10 mars 2015.

Certifié sincère et conforme
STARTING LUXCO S.à r. l.

Référence de publication: 2015040693/17.

(150046346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

SkyPower Global, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 29.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 170.272.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société du 6 février 2015 que:

1. La démission de Monsieur Patrick Moinet, avec effet au 6 février 2015, de son poste de son gérant de classe B de la Société, a été acceptée.

2. Madame Caroline Goergen, née le 9 juin 1979 à Verviers, Belgique, demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommée en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet au 6 février 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 mars 2015.

Référence de publication: 2015040663/18.

(150045799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Société Européenne de Banque, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 13.859.

—
Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration qui s'est tenue le 16 février 2015

Le conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Angelo Caloia donnée en date du 09.12.14, en qualité de président du conseil d'administration et de sa démission de Monsieur Marco Elio Rottigni donnée en date du 09.02.2015, en qualité d'administrateur. Le Conseil d'administration décide de nommer en remplacement des administrateurs démissionnaires, les administrateurs suivants:

- Monsieur Paul HELMINGER, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, 55 rue Michel Rodange L-2430, Président;

- Monsieur Andrea FARAGALLI ZENOBI employé privé au Piazza della Scala, 6 - 20121 Milan Italie, administrateur
Les mandats ainsi conférés expireront à l'assemblée qui approuvera les comptes clôturés au 31.12.2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE S.A.

Gianfranco PIZZUTTO / Franco Vivaldi

Référence de publication: 2015040688/19.

(150046308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Realinvest Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 42.597.

Par la présente, je vous fais part de ma démission de la fonction d'Administrateur de votre société avec effet immédiat.
Luxembourg, le 15 février 2015. Ségolène Hamel.

Référence de publication: 2015040646/9.

(150046485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

RDF Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4942 Bascharage, 3, rue de la Résistance.

R.C.S. Luxembourg B 166.634.

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2015.

Référence de publication: 2015040645/10.

(150046250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Realinvest Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 42.597.

Par la présente, je vous fais part de ma démission des fonctions d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 15 février 2015. Pierre Hamel.

Référence de publication: 2015040648/10.

(150046485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

V.V.B. International Holding G.m.b.H., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 47.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour V.V.B. International Holding G.m.b.H., SPF

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015040734/12.

(150046418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Tokheim Luxco 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 169.320.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 février 2015, les administrateurs de TOKHEIM LUXCO 2 S.A. décident de nommer Banque Internationale à Luxembourg S.A., société anonyme, dont l'adresse est au 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg, comme Banque Dépositaire des titres actionnaires de la Société avec effet au 18 février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 12 mars 2015.

Référence de publication: 2015040701/13.

(150046493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

WMC Securitisation S.A., Société Anonyme de Titrisation.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 186.290.

EXTRAIT

Le conseil d'administration de la Société en date du 27 février 2015 a décidé que:

- Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B67895, a été élue réviseurs d'entreprises agréé au 27 février 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015040754/17.

(150046015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Saltmarsh Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 163.303.

Conformément à un contrat de transfert de parts sociales en date du 20 février 2015, cinq cents (500) parts sociales de la Société, émises et en circulation à la date du contrat, ont été transférées par Mme Jacqueline Ruimy à M. Ely Michel Ruimy, né le 31 décembre 1964 à Casablanca (Maroc) et résidant professionnellement à 49 Grosvenor Street, W1K 3HP Londres, Royaume-Uni.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Pursuant to a share purchase agreement dated February 20th, 2015, five hundred (500) shares of the Company, issued and outstanding as of the date of the agreement, have been transferred from Ms. Jacqueline Ruimy to Mr. Ely Michel Ruimy born on December 31st, 1964 in Casablanca (Morocco) and residing professionally at 49 Grosvenor Street, W1K 3HP London, United Kingdom.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015040673/18.

(150045766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

MLM Residential S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3370 Leudelange, Zone Industrielle Grasbusch.
R.C.S. Luxembourg B 176.192.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 6 novembre 2014

Sont nommés administrateurs pour une durée de six ans, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- Madame Elisabeth Marie Antoinette ETGEN, administrateur de société, demeurant au 22, rue de la Gare, L - 3377 Leudelange;

- Monsieur Marc GRAAS, administrateur de société, demeurant au 22, rue de la Gare, L - 3377 Leudelange, Président,

- Monsieur Laurent GRAAS, administrateur de société, demeurant au 22, rue des champs, L-3348 Leudelange.

Est nommée commissaire aux comptes pour une durée de six ans, son mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- Madame Véronique KIEFFER, employée privée, demeurant au 26, rue de L'Ermitage, L-8833 Wolvelange.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2015040556/19.

(150046309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Mangrove II Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 104.699.

Les comptes Annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mars 2015.

Référence de publication: 2015040538/10.

(150046155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

LXVI S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 179.755.

Extrait de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration, tenue en date du 11 février 2015:

Que l'Administrateur Unique a nommé aux fonctions de dépositaire des actions au porteur de la société:

- Etude Alves et Martinot, 66 boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Le mandataire

Référence de publication: 2015040517/13.

(150046273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Maricath S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 182.849.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 10 février 2015

I

De nommer Madame Géraldine SANTI (née le 12 mai 1971 à F - Longwy, demeurant professionnellement, 7a rue des Glacis à L - 1628 Luxembourg), en remplacement de Madame Stéphanie ROTOLONI, démissionnaire, administrateur pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, à savoir l'assemblée générale annuelle de 2019.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015040542/15.

(150045826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Marcol Capital Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 128.826.

Par décision de l'Assemblée Générale Annuelle du 5 mars 2015, les mandats des Administrateurs Madame Tanja BERNAT, Madame Anna WIAZ, toutes deux domiciliées au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg et Monsieur Pii KETVEL domicilié au 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, ainsi que le mandat du Commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A. ont été renouvelés pour une durée d'un an, expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Luxembourg, le 11.03.2015.

Pour: MARCOL CAPITAL EUROPE S.A.

Société Anonyme

Experta Luxembourg

Société Anonyme

Référence de publication: 2015040540/16.

(150045833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

City Living Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 161.052.

L'an deux mille quinze, le quatrième jour du mois de mars.

Par-devant, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

MacGregor Consultancy BV, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Keizersgracht 203 1016 DS Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 1355846, représentée par Monsieur Charles Douglas MCGREGOR, née le 24 octobre 1975, directeur, résidant à NL-1079 RJ Amsterdam, 1 Zuidelijke Wandelweg, (ci-après le «Comparant»).

Ici représentée par Madame Carina RODRIGUES, secrétaire, née le 12 juillet 1990 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-9227 Diekirch, 50 Esplanade, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à lui délivrée à Luxembourg, le 02 mars 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elle.

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, déclare être l'associé unique de la société à responsabilité limitée «City Living Group S.à r.l.», ayant son siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER de résidence à Junglinster, le 18 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1814 du 09 août 2011, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

La partie comparante, représentées comme mentionné ci-dessus, reconnaît avoir été entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre de jour

1. Transfert du siège social de L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.
2. Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la société;
3. Divers.

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de fixer le siège social de la société de L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société (dans la version anglaise ainsi que dans la version française) qui doit désormais être lu comme suit:

Art. 2.

“ 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Diekirch.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager (as defined hereafter) or, in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined hereafter) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the borders of the municipality.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager (as defined hereafter) or, in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined hereafter).”

Suit la traduction française du texte qui précède:

« 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Diekirch.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés (tels que définis ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance (tel que défini ci-après) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur des limites de la commune.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance (tel que défini ci-après).»

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille cent euros (1.100,00 €).

Dont acte, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. RODRIGUES, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 06 mars 2015. Relation: DAC/2015/3864. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015039055/81.

(150044660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

Adma A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 100.100.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung abgehalten am Firmensitz Ausserordentlich am 13. Januar 2015 um 11.00 Uhr

Herr Davy HERTOGE, geboren am 16.03.1976 in Gent (B), wohnhaft in B-2170 Merksem, Markiezenhof 44, legt am heutigen Tag sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied nieder.

An seiner Stelle wird Frau Evelien MACLEANEN, geboren am 19.01.1973 in Eindhoven (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin, einstimmig als neues Verwaltungsratsmitglied ernannt. Das Mandat endet mit der Generalversammlung, die im Jahr 2021 stattfinden wird.

Die Versammlung verlängert einstimmig bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2021 stattfinden wird, die Mandate von:

- Frau Silke KOSTER, Verwaltungsratsmitglied und Delegierte des Verwaltungsrates, geboren am 29.03.1981 in Trier (D), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin

- Frau Marchje W. KOSTER, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 17.03.1955 in Reeuwijk (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin

Das Mandat des Aufsichtskommissars FIRELUX S.A., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B84589 mit Sitz in L-9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy, wird ersetzt durch die Firma FIDUCIAIRE MOSELLAN SARL., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B120014 mit Sitz in L-5401 Ahn, 7, route du Vin. Dieses Mandat endet mit der Generalversammlung, die im Jahre 2021 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2015039531/26.

(150045096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Arca Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 194.859.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of February.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., a limited partnership established and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at first floor, Dorey Court Admiral Park, St. Peter Port Guernsey, Channel Islands, GY1 6HJ and registered at the Companies House under number LP015216 represented by its general partner, Balfour Beatty Infrastructure Partners GP Limited, a non-cellular company established and existing under the laws of Guernsey, having its registered office at first floor, Dorey Court Admiral Park, St. Peter Port Guernsey, Channel Islands, GY1 6HJ and registered with the Guernsey Registry under number 55206, here represented by Mr. Julien Leclère, lawyer of CMS DeBacker in Luxembourg, with professional address at 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on February 9, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person, represented as mentioned above, is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name of "Arca Luxembourg S.à r.l." having its registered office at 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B194.859, incorporated by a deed of Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, of February 4, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred British pounds (GBP 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one British pound (GBP 1.-) each.

III. The appearing person, representing the entire issued and outstanding share capital of the Company, having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda of which the sole shareholder has been duly informed beforehand:

1. Increase of the Company's share capital by an amount of one British pound (GBP 1.-) to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred British pounds (GBP 12,500.-) to twelve thousand five hundred one British pounds (GBP 12,501.-), by creation and issuance of one (1) new Class A share of one British pound (GBP 1), vested with the same rights and obligations as the existing shares;

2. Subscription for and full payment of the new Class A share by way of a contribution in cash to be made by Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P.;

3. Amendment of article 5.1. and 5.2. of the articles of association of the Company so as to reflect the above resolutions;

4. Addition of a new article 6.5. to the articles of association of the Company; and

5. Miscellaneous.

First Resolution

The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of one British pounds (GBP 1.-) to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred British pounds (GBP 12,500) to twelve thousand five hundred one British pounds (GBP 12,501.-), by creation and issuance of one (1) new Class A shares with a nominal value of one British pound (GBP 1.-), vested with the same rights and obligations as the existing shares (the New Share).

Subscription - Payment

The sole shareholder resolves to subscribe for the New Share, and to fully pay it up at its nominal value of one British pound (GBP 1.-), together with a share premium in the amount of nineteen million four hundred and ninety two thousand four hundred and ninety nine British pounds (GBP 19,492,499.-), by contribution in cash in the amount of nineteen million four hundred and ninety two thousand five hundred British pounds (GBP 19,492,500.-).

The amount of nineteen million four hundred and ninety two thousand five hundred British pounds (GBP 19,492,500) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above resolutions, article 5.1. and 5.2. of the Company's articles of association are amended and shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The Company’s corporate capital is set at twelve thousand five hundred one British pounds (GBP 12,501.-) represented by thousand five hundred one (12,501) shares in registered form with a nominal value of one British pound (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.”

5.2. These shares are divided into classes (the Class(es) as follows:

(ii). twelve thousand fifty one (12,051) Class A shares;

(iii). fifty (50) Class B shares;

(iv). fifty (50) Class C shares;

(v). fifty (50) Class D shares;

(vi). fifty (50) Class E shares;

(vii). fifty (50) Class F shares;

(viii). fifty (50) Class G shares;

(ix). fifty (50) Class H shares;

(x). fifty (50) Class I shares;

(xi). fifty (50) Class J shares.”

Third resolution

The sole shareholder resolves to add a new article 6.5. to the Company’s articles of association which shall henceforth read as follows:

“ 6.5. Any sale, transfer, gift of the Shares held by a shareholder to a third party (a Transfer), shall mandatorily include all or portion of the Shares he/she/it holds in each of the Classes of Shares in the same proportion as for the Shares. Moreover any Transfer of the Shares shall imply a transfer on equivalent basis and in the same proportion of any debt instrument stapled with the Shares held by the transferor shareholder.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder resolutions are estimated at six thousand five hundred fifty euro (EUR 6,550.-).

For the purpose of the registration taxes, the appearing party declares that the amount of nineteen million four hundred and ninety two thousand five hundred British pounds (GBP 19,492,500.-) is valued at EUR 26,318,087.70 (twenty-six million three hundred eighteen thousand eighty-seven euro seventy cents).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le onzième jour du mois de février.

Par devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., une société en commandite simple («limited partnership»), établie et existant en vertu des lois d’Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à Dorey Court Admiral Park, 1^{er} étage, St. Peter Port Guernsey, Iles Anglo-Normandes, GY1 6HJ et immatriculée à la Companies House sous le numéro LP015216 représentée par son associé commandité, Balfour Beatty Infrastructure Partners GP Limited, une société en commandite simple («limited partnership»), établie et existant en vertu des lois de Guernsey, ayant son siège social à Dorey Court Admiral Park, 1^{er} étage, St. Peter Port Guernsey, Iles Anglo-Normandes, GY1 6HJ et immatriculée au Registre de Guernsey sous le numéro 55206,

ici représentée par M. Julien Leclère, avocat au sein de l’étude CMS DeBacker à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé le 9 février 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. La partie comparante, représentée tel qu’indiqué ci-dessus, est l’associé unique de la société à responsabilité limitée constituée et régie en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Arca Luxembourg S.à r.l.»

ayant son siège social au 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B194.859, constituée par un acte notarié de Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 4 février 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents livres Sterling (GBP 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1,-) chacune.

III. La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société émis et en circulation, ayant renoncé à l'exigence de la convocation, l'assemblée générale des associés est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour suivant, duquel l'associé unique a été dûment informé au préalable:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'une livre Sterling (GBP 1) de sorte à l'augmenter de son montant actuel de douze mille cinq cents livres Sterling (GBP 12.500) à douze mille cinq cent et une livres Sterling (GBP 12.501), par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de Classe A d'une valeur d'une livre Sterling (GBP 1), à laquelle est attaché des droits et obligations identiques à ceux des parts sociales existantes;

2. Souscription et paiement intégral de la nouvelle part sociale de Classe A au moyen d'un apport en numéraire réalisé par Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P.;

3. Modification des articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société de manière à refléter les résolutions ci-dessus;

4. Ajout d'un nouvel article 6.5. aux statuts de la Société; et

5. Divers.

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'une livre Sterling (GBP 1,-) de sorte à l'augmenter de son montant actuel de douze mille cinq cents livres Sterling (GBP 12.500,-) à douze mille cinq cent et une livres Sterling (GBP 12.501,-), par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de Classe A d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1,-), à laquelle est attaché des droits et obligations identiques à ceux des parts sociales existantes (la Nouvelle Part Sociale).

Souscription - Paiement

L'associé unique décide de souscrire la Nouvelle Part Sociale, et de la payer intégralement à concurrence de sa valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1,-), ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-douze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf livres Sterling (GBP 19.492.499), au moyen d'un apport en numéraire d'un montant de dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-douze mille cinq cents livres Sterling (GBP 19.492.500,-).

Le montant de dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-douze mille cinq cents livres Sterling (GBP 19.492.500) a été entièrement payé en numéraire et est dorénavant à la disposition de la Société, la preuve en ayant été apportée au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, les articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société sont modifiés et auront dorénavant la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et une livres Sterling (GBP 12.501,-) représenté par douze mille cinq cent et une (12.501) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Ces parts sociales sont divisées en classes (la/les Classe(s) comme suit:

(ii). Douze mille cinquante et une (12.051) parts sociales de Classe A;

(iii). cinquante (50) parts sociales de Classe B;

(iv). cinquante (50) parts sociales de Classe C;

(v). cinquante (50) parts sociales de Classe D;

(vi). cinquante (50) parts sociales de Classe E;

(vii). cinquante (50) parts sociales de Classe F;

(viii). cinquante (50) parts sociales de Classe G;

(ix). cinquante (50) parts sociales de Classe H;

(x). cinquante (50) parts sociales de Classe I;

(xi). cinquante (50) parts sociales de Classe J.»

Troisième résolution

L'associé unique décide d'ajouter un nouvel article 6.5. aux statuts de la Société qui sera lu comme suit:

« 6.5. Toute vente, cession, donation des Parts Sociales détenues par un associé à un tiers (une Cession), devra obligatoirement inclure toutes ou partie des Parts Sociales qu'il détient dans chacune des Classes de Parts Sociales dans les mêmes proportions que pour les Parts Sociales. Par ailleurs, toute Cession de Parts Sociales impliquera un transfert sur une base équivalente et dans les mêmes proportions de tout titre de créance attaché aux Parts Sociales détenues par l'associé cédant.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques incombant à la Société en raison des présentes, s'élève approximativement à six mille cinq cent cinquante euros (EUR 6.550,-).

Pour les besoins de l'enregistrement, le comparant déclare que le montant de dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-douze mille cinq cents livres Sterling (GBP 19.492.500) est évalué à la somme de EUR 26.318.087,70 (vingt-six millions trois cent dix-huit mille quatre-vingt-sept euros soixante-dix cents).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qui figure en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire par son nom, statut civil et résidence, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: LECLERE, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4658. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015038978/186.

(150044492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

Queens Road (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 182.709.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of February.

Before us Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Queens Road Holdco Limited, a limited company, incorporated under the laws of Guernsey on the 18th February 2014, with registered office at St Peter Port, 1, Le Truchot, Guernsey GY1 6EH, being registered with the Guernsey Company Registry under number 58019 (the Sole Partner)

here represented by Mrs Rowena Giordani, private employee of Praxis Luxembourg S.A., residing professionally at 55, Avenue Pasteur L-2311 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on February 10th, 2015.

Such proxy, after signature "ne varietur" by the proxyholder and by the undersigned notary will remain attached to the present minutes for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact that:

I.- the appearing party is the sole owner of the total shares issued of the Company Queens Road (GP) S.à r.l. (the «Company»), having its registered office in L-2311, Luxembourg, 55, Avenue Pasteur, incorporated by deed of Maître Paul DECKER, then notary residing in Luxembourg, on November 13rd, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial C») number 239 of January 27th, 2014, the Articles of Incorporation of which have not been amended until now;

- the Company is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182.709.

II.- the Company has an issued and paid up share capital of twenty thousand Euro (EUR 20,000) represented by one hundred (100) shares with a par value of two hundred Euro (EUR 200,-) each.

III.- the appearing party declares to have full knowledge of the articles of association and the financial situation of the Company and approves the financial statements of the Company as of the date of dissolution of the Company;

IV.- the appearing party declares explicitly to proceed with the dissolution and liquidation of the Company as the business activity of the Company has ceased;

V.- the appearing party, being the sole owner of the shares and liquidator of the Company, hereby declares:

- i. that all assets have been realised and/or that all assets are to become the property of the sole shareholder;
- ii. that all liabilities towards third parties known to the Company shall be taken over by the Shareholder and/or that all liabilities towards third parties actually known to the Company have been entirely paid or duly accounted for;
- iii. regarding eventual liabilities presently unknown to the Company and outstanding today, that it will irrevocably assume the obligation to pay for such liabilities, with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed;
- iv. that full discharge is granted to the board of managers of the Company for the exercise of their mandates;
- v. that the corporate books and accounts of the Company shall be kept during a period of five years at the former registered office.
- vi. that the shareholder's register of the Company shall be cancelled;

However, the Company's assets shall not be mixed with the assets of nor attributed to the capital of the sole shareholder before the expiry of 30 days from the date of publication of the present deed (article 69(2) of the law on commercial companies) and provided that during this period no person declares himself as creditor of and demands payment of any outstanding debt due from the Company hereby dissolved.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French Text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Hesperange, in the notary's office, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said person signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze février.

Pardevant Maître Martine DECKER notaire de résidence à Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

- Queens Road Holdco Limited, une société anonyme, constituée à Guernesey le 18 février 2014 et enregistrée au Registre du Commerce de Guernesey sous le numéro 58019, ayant son siège social à St Peter Port, 1, Le Truchot, Guernesey GY1 6EH (l'Associée Unique),

ici représentée par Madame Rowena Giordani, employée privée de Praxis Luxembourg S.A., demeurant professionnellement au 55, Avenue Pasteur L-2311 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 10 février 2015,

laquelle procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I.- la comparante est propriétaire de la totalité des parts sociales de la société Queens Road (GP) S.à r.l. (la «Société»), ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 55, Avenue Pasteur, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 novembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 239 du 27 janvier 2014, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis;

- la Société est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182709.

II.- la Société a un capital social entièrement souscrit et libéré de vingt mille euros (20.000.-EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de deux cents euros (200.-EUR) chacune;

III.- la comparante déclare avoir pleine connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et approuve les états financiers de la Société au jour de la dissolution de la Société;

IV.- la comparante déclare explicitement dissoudre et liquider la Société, celle-ci ayant cessé toute activité;

V.- la comparante agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société qu'en tant qu'associée unique, déclare:

- i. que tous les actifs ont été réalisés et/ou que tous les actifs à devenir la propriété de l'associée unique;
- ii. que tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été pris en charge par l'associée unique et/ou que tous les passifs actuellement connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;
- iii. par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer, de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée;
- iv. que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société, pour l'exercice de leurs mandats respectifs;
- v. que les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq années à l'ancien siège social;

vi. qu'il sera procédé à l'annulation du registre des parts sociales de la Société;

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant l'expiration du délai de trente jours à compter de la publication du présent acte (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Giordani, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 février 2015. Relation: 1LAC/2015/5319. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 09 mars 2015.

Référence de publication: 2015038814/101.

(150044209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

BRE/Europe 8NQ S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.188.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FIFTEEN,

ON THE FOURTH DAY OF THE MONTH OF MARCH.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7 NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.314.

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 27 February 2015 which proxy shall be registered together with the present deed.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company BRE/Europe 8NQ S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "BRE/Europe 8NQ S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate

enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be

represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date

of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

All the shares have been entirely paid up by contribution in cash, so that the company has now at its disposal the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses, valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDFÜNFZEHN,
AM VIERTEN TAG DES MONATS MÄRZ,

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,
ist erschienen,

BRE/Europe 7 NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.314

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 27. Februar 2015, welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "BRE/Europe 8NQ S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "BRE/Europe 8NQ S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der

Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine eigenen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme

an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich

ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (GBP)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l.	500	EUR 12,500
Summe	500	EUR 12,500

Alle Anteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Feststellung

Der unterzeichnende Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.300,-.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und dabei im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen zu werden.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei der dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/6829. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. März 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015039039/462.

(150044544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

BCB Consulting S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, 96, Duerfstrooss, Résidence Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 195.195.

STATUTS

L'an deux mille quinze.

Le trois mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Albert DRAULANS, consultant IT, demeurant à L-3317 Bergem, 7, Um Waisseraech.

2.- Madame Christel INDEKEU, employée, demeurant à B-2235 Westmeerbeek, Moerdijk, 12.

Lesquels comparants sont ici représentés par Madame Mariette SCHOU, salariée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 9 février 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et les propriétaires de parts qui pourront l'être dans la suite, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet:

- le conseil en informatique, la programmation, l'installation de software et hardware, l'entretien d'installations informatiques;

- l'administration d'entreprises;

- l'organisation d'évènements et de bourses.

La société peut agir en tant qu'intermédiaire sur base de commissions.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets, licences ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Art. 4. La société prend la dénomination de «BCB CONSULTING S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Doncols.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'un consentement des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Albert DRAULANS, consultant IT, demeurant à L-3317 Bergem, 7, Um Waisseraech, dix parts sociales	10
2.- Madame Christel INDEKEU, employée, demeurant à B-2235 Westmeerbeek, Moerdijk, 12, quatre-vingt-dix parts sociales	90
TOTAL: CENT parts sociales	100

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas de l'alinéa 2 le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant et, pour autant que les statuts le prévoient, aux autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant le dit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'art. 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'art. 1690 du Code civil.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la société, à condition qu'ils rentrent dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 16. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le/les gérant(s);

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le/les gérant(s) dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le/les gérant(s) a/ont le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du/des gérant(s).

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-trois des lois sur les sociétés (loi du dix-huit septembre mil neuf cent trente-trois) se trouvent remplies.

Libération du capital social

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Evaluation

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille Euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes.

1.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Albert DRAULANS, consultant IT, né à Geel (Belgique), le 5 décembre 1965, demeurant à L-3317 Bergem, 7, Um Waisseraech.

2.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3.- Le siège social de la société est établi à L-9647 Doncols, 96, Duerfstrooss, Résidence Bohey.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants, représentés comme dit ci-avant, au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 04 mars 2015. Relation: GAC/2015/1833. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015039025/157.

(150044686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

SCP Richard, Mertz, Quere, Aubry, Renoux, Moitry, Freulet & Duquesne-Theobald, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg E 5.576.

OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

L'an 2015,

Le 23 février,

A 18 h 00,

Les associés de la société SCP RICHARD, MERTZ, QUERE, AUBRY, RENOUX, MOITRY, FREULET & DUQUESNE-THEOBALD, société civile professionnelle d'avocats au capital de 353 922 euros, divisé en 23 208 parts de 15,25 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire, 1 rue des Charpentiers ZAC SEBASTOPOL BP 95055 57072 METZ CEDEX 03, sur convocation de la gérance.

Sont présents:

Madame Patricia AUBRY, propriétaire de 2901 parts sociales

Madame Alexandra DUQUESNE-THEOBALD, propriétaire de 2901 parts sociales

Monsieur Arnaud FREULET, propriétaire de 2901 parts sociales

Monsieur Patrick MERTZ, propriétaire de 2901 parts sociales
Monsieur Frédéric MOITRY, propriétaire de 2901 parts sociales
Monsieur Tristan QUERE, propriétaire de 2901 parts sociales
Monsieur Hervé RENOUX, propriétaire de 2901 parts sociales
Monsieur Christian RICHARD, propriétaire de 2901 parts sociales
seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

Dès lors, l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Arnaud FREULET, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- Lecture du rapport de la gérance,
- Immatriculation d'une succursale au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg,
- Désignation des représentants permanents de la société civile professionnelle figurant sur l'extrait du registre du commerce et délimitation de leur pouvoir de signature,
- Immatriculation de la société civile professionnelle sur la liste VI du tableau de l'ordre des avocats luxembourgeois,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée:

- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris acte de la décision du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg 17 février 2015 condamnant le RCSL à autoriser l'ouverture au Luxembourg d'une succursale de société étrangère constituée sous la forme d'une société civile, décide de représenter un dossier d'immatriculation de sa succursale à Luxembourg présentant les caractéristiques suivantes:

Adresse: 20, rue de Hollerich - 1740 Luxembourg

Date de création: 15 octobre 2014

Activité: profession d'avocats

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale, rappelle que suivant délibération du 15 octobre 2014, elle avait désigné:

- Me Patrick MERTZ, né le 16 avril 1963, à Sélestat, France en tant que représentant permanent de la Société au Luxembourg pour une durée indéterminée, avec pouvoir individuel d'engagement de la Société sans la signature du ou des autres représentant(s) permanent(s).

Et,

- Me Arnaud FREULET, né le 07 mai 1977, à Mulhouse, France, en tant que représentant permanent de la Société au Luxembourg pour une durée indéterminée, avec pouvoir individuel d'engagement de la Société sans la signature du ou des autres représentant(s) permanent(s).

Cette résolution est confirmée à l'unanimité des voix.

Troisième résolution

L'Assemblée générale, rappelle que les caractéristiques principales de la société civile professionnelle d'avocats RICHARD, MERTZ, QUERE, AUBRY, RENOUX, MOITRY, FREULET & DUQUESNE-THEOBALD sont:

- Forme juridique: société civile de droit français
- Numéro de RCS: 390 575 702
- Ville du RCS: METZ
- Pays du RCS: FRANCE

- Personnes ayant le pouvoir d'engager la société:

* Maître Christian RICHARD, né le 15/09/1954, demeurant 1 rue Derrière l'Hâte 57050 PLAPPEVILLE, Gérant appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

* Maître Patrick MERTZ, né le 16/04/1963, demeurant 32 rue du Général de Gaulle, 57050 PLAPPEVILLE, Gérant, appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

* Maître Tristan QUÉRÉ, né le 26/10/1964, demeurant 2 Chemin des Très Courts 57130 JUSSY, Gérant, appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

* Maître Patricia AUBRY, née le 25/01/1969, demeurant 1 rue de Verdun 57160 MOULINS LES METZ, Gérante, appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

* Maître Hervé RENOUX, né le 13/01/1967, demeurant 4Bis rue Henry Maret 57000 METZ, Gérant, appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

* Maître Frédéric MOITRY, né le 16/09/1974, demeurant 45 rue Coluche 57280 Maizières-Lès-Metz, Gérant, appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

* Maître Arnaud FREULET, né le 07/05/1977, demeurant 20 rue de Hollerich 1740 Luxembourg, Gérant, appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

* Maître Alexandra DUQUESNE-THEOBALD, née le 23 mai 1980, demeurant 13 Clos Saint Vincent 57645 NOISSEVILLE, Gérante, appartenant au collège de cogérants, ayant le pouvoir d'engagement individuel,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

Pour procès-verbal conforme

Maître Arnaud FREULET

Cogérant

Référence de publication: 2015038963/100.

(150044263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

Gate International S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 195.192.

— STATUTES

In the year two thousand fifteen,

On the twenty-second January,

Before us Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette

THERE APPEARED:

SADYES CORP., a private company with registered office at Calle 50, Torre Global Bank Piso 16, Panama City, Republic of Panama, (hereinafter referred to as the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette,

by virtue of a proxy given under private seal on 15 December 2014.

Said proxy, initialled "ne varietur", will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Said appearing parties have established as follows the articles of incorporation of a company to be organized between themselves:

Chapter I. Form, Corporate object, Corporate name, Duration, Registered office

Art. 1. Legal form. There is hereby formed between the owners of the shares created hereinafter and of all those that may be created subsequently a public limited liability company (société anonyme), to be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter "the Company Law"), and the law dated May 11, 2007 on the private wealth management company (the Law) and by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Corporate object. The object of the corporation is the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, directly or indirectly, of financial assets within the meaning of the law of August 5, 2005 relating to financial guarantee contracts. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may hold, manage and dispose of cash and assets of whatever nature held in a bank account.

The Company shall not carry on any industrial activity nor maintain a commercial establishment open to the public.

The Company may take any measure and carry out any operation which it may deem useful to the accomplishment and development of its purposes, remaining always, however, within the limits established by the Law.

Art. 3. Corporate name. The name of the company shall be "Gate International S.A. SPF"

Art. 4. Duration. The company shall be formed for an unlimited duration.

Such duration shall commence on the date of its incorporation.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-City.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director or as the case may be, by a decision of the board of directors.

The company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the director or, as the case may be, the board of directors should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors of the Company.

Chapter II. Share capital, Shares

Art. 6. Share capital. The company share capital is set at thirty one thousand euros (EUR 31,000) represented by three hundred and ten (310) ordinary shares having a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid-up.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and reduction of the share capital. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Company Law for any amendment of these Articles.

Art. 8. Rights allocated to the shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the company, the company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the company.

Art. 9. Registered form. All shares shall be and remain in registered form.

Art. 10. Free transfer of shares. The company's shares are freely transferable.

Art. 11. The company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Chapter III. Management, Board of directors, Auditors

Art. 12. Management. The Company is managed by one or at least three directors, whether shareholders or not (the "Director(s)"). If several Directors have been appointed, they will constitute a board of directors (the "Board of Directors"). If the Company is to be managed by a sole Director, such Director must be a person who resides in Luxembourg.

The Director(s) shall be appointed by the sole shareholder, or as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the duration of their mandate.

The Director(s) will hold their office until their successor(s) are elected.

They may be re-elected at the end of their mandate and they may be revoked at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Even after the end of their mandate, the Director(s) shall not disclose the Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

In case of vacancy in the office of Director by reason of death or resignation of a Director or otherwise, the remaining Directors may, by way of cooptation, elect another Director to fill such vacancy until the next Shareholders' meeting in accordance with the Law.

Art. 13. Meetings of the board of directors. If the Company is managed by a sole Director, the latter will exercise the powers granted by the Company Law and by these Articles to the Board of Directors.

The Board of Directors will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Director and who will be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the shareholder(s).

The Board of Directors will meet upon notice given by the Chairman or upon request from any Director. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors. In her/his absence the Board of Directors may appoint another Director as chairman pro tempore by vote of the majority of the present or represented at such meeting.

Except in case of emergency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent of all Directors at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every board meeting shall be held physically in Luxembourg.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as her/his representative.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the Directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at the relevant meeting.

Art. 14. Minutes of meetings of the board of directors. The minutes of the meetings of the Board of Directors or, as the case may be, the written resolutions of the sole Director, shall be drawn up and signed by all Directors present at the meeting or, as the case may be, by the sole Director. Any proxies will remain attached hereto.

Copies or extracts thereof shall be certified by the sole Director or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the Board of Directors.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

In case of a Sole Director, decisions are taken by the Sole Director at the time and place that he/she will determine, by the written resolutions that he/she will sign.

When the Board of Directors is composed of a Sole Director, resolutions are taken by the single Director at such time and place determined upon its sole discretion and shall be recorded in a written document signed by it.

Art. 15. General powers of the directors. The Director or, as the case may be, the Board of Directors is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for fulfilling the Company's object. All powers not expressly reserved by the Company Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

The Director or, as the case may be, the Board of Directors may also appoint one or more advisory committees and determine their composition or purpose.

All powers not expressly reserved by the Company Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Director, or in case of plurality of directors, of the Board of Directors.

Art. 16. Delegation of powers. The Director or, as the case may be, the Board of Directors may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Directors or to any other person(s), who need not be a Director or a shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Director or, as the case may be, the Board of Directors shall determine.

The Director or, as the case may be, the Board of Directors may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

Art. 17. Representation of the company. In dealing with third parties, the Director(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided that the terms of this article 17 shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole Director, and, in case of plurality of Directors, by the joint signature of any two members of the Board of Directors.

In case of a delegation of powers, the Company shall also be bound by the sole signature or, as the case may be the joint signature of any person(s) to whom the Board of Directors has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 18. Conflict of interests. The sole Director or the Directors (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Director, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Director, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Directors of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Director's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders. When the Company is managed by a sole Director, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Director has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder or, as the case may be, the next general meeting of shareholders.

Art. 19. Indemnification. The Company shall indemnify any Director and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

Art. 20. Audit. Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Company Law, the supervision of the operations of the Company shall be entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meetings of shareholders

Art. 21. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 70 of the Company Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 7th day of the month of July, at 10.00 am.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 22. Other general meeting of shareholders. The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Company Law by the Director or, as the case may be, the Board of Directors, by the auditor(s), or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

Shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous vote.

Furthermore, in no case may the majority oblige a shareholder to increase its participation in the Company.

Art. 23. Powers of the meetings of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Company Law and by these Articles.

Art. 24. Procedure, Vote. The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Director or, as the case may be, by the Board of Directors, by the auditor(s), or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Company Law and the present Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Director or, as the case may be, the Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Directors or, in his/her absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the Company Law.

Except as otherwise required by the Company Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number and (ii) representing three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Company Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

Art. 25. Minutes of shareholders resolutions. Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Director or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 26. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December every year.

Art. 27. Approval of annual accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Director or, as the case may be, the Board of Directors, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Company Law and submit them to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Company Law.

Art. 28. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Company Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The Director or, as the case may be, the Board of Directors shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It/s/he may decide to use the whole or part of the remainder to absorb existing losses, if any, to put it into a reserve or provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

Art. 29. Interim dividends. The Director or, as the case may be, the Board of Directors is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation of the company

Art. 30. Dissolution, Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

Chapter VII. Applicable law

Art. 31. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

General provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first day of December 2015.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately at 1,700.- euro.

Constation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Subscription and payment

Three hundred and ten (310) Ordinary Shares, with a nominal value of one hundred euros (EUR 100) in the company share capital have been fully paid up in cash by SADYES CORP., so that the amount of thirty one thousand euros (EUR 31,000) is at the disposal of the company, as evidenced by a certificate issued by a bank and handed to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Resolutions of the sole shareholder

1) Are appointed as directors for a period of six years:

- Yannick Monardo, born on 8th January 1984 at Saint-Avold (France), corporate officer, residing at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg;

- Massimo Rachella, born on 16th April 1978 at Differdange (Luxembourg), accountant, residing professionally at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

- Estelle Wanssy, born on 7th July 1979 at Fresnes (France), lawyer, residing professionally at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

Their mandates may be renewed at the annual general meeting to be held in 2020.

The company will be bound in all circumstances by joint signature of any two directors.

2) Is appointed as statutory auditor:

Veridice S.à r.l., a private limited liability company having its registered office at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Registrar under number B 154843.

Its mandate may be renewed at the annual general meeting to be held in 2020.

3) The address of the corporation is set at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze,

Le vingt-deux janvier.

Par-devant Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU:

SADYES CORP., société constituée sous et régie par les lois de Panama, ayant son siège social à Calle 50, Torre Global Bank Piso 16, Panama City, République de Panama,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 15 décembre 2014

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le représentant de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Ladite comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . Forme juridique, Objet social, Dénomination sociale, Durée, Siège social

Art. 1^{er} . Forme juridique. Il est formé une société anonyme qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La société"), à savoir par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi Commerciale") et en particulier par la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial (ci-après la Loi), ainsi que par les statuts de la société (ci-après "Les Statuts").

Art. 2. Objet social.

2.1. La Société a pour objet l'acquisition et la détention, gestion et disposition d'actifs financiers et la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra détenir, gérer et disposer de fonds et actifs de quelque nature que ce soit détenu sur un compte bancaire.

2.2. La Société ne pourra exercer aucune activité industrielle ni tenir d'activité commerciale ouverte au public.

2.3. De façon générale, la Société peut prendre toute mesure ou exercer toute opération utile à l'accomplissement et au développement de son objet social avec cependant la limite fixée par la Loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial.

Art. 3. Dénomination sociale. La société aura pour dénomination «Gate International S.A. SPF».

Art. 4. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, du conseil d'administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où l'administrateur ou, le cas échéant, le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Chapitre II. Capital social, Actions

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-) représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

En sus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les actions que la Société pourrait racheter des actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

Art. 8. Droits attaches aux parts sociales. Chaque action ordinaire donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la société, les actions ordinaires sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la société.

Art. 9. Forme nominative. Chaque action ordinaire est et restera sous forme nominative.

Art. 10. Libre cessibilité des actions. Les actions de la Société sont librement transmissibles.

Art. 11. La société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'actionnaire unique ou d'un des actionnaires.

Chapitre III. Administration, Conseil d'administration, Commissaires aux comptes

Art. 12. Administration. La Société est gérée et administrée par un ou au minimum trois administrateurs, actionnaires ou non actionnaires (l'/les «Administrateur(s)»). Si plusieurs Administrateurs ont été nommés, les Administrateurs vont constituer un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration»).

Si la société devait être gérée et administrée par un Administrateur unique, ce dernier doit résider au Luxembourg.

En cas de vacance d'un poste d'Administrateur en raison du décès ou de la démission d'un Administrateur ou pour toute autre raison, les autres Administrateurs peuvent, par voie de cooptation, élire un nouvel Administrateur pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

Art. 13. Réunions du conseil d'administration. Si la Société est gérée par un Administrateur unique, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Administrateur. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, sauf qu'en son absence, le Conseil d'Administration désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration sera envoyée à tous les Administrateurs avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Administrateur donné à la réunion ou autrement. La convocation ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra physiquement à Luxembourg.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre Administrateur comme son mandataire.

Le quorum du Conseil d'Administration est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité d'Administrateurs en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à la réunion.

Art. 14. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, les décisions écrites de l'Administrateur Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Administrateurs présents ou représentés ou le cas échéant, par l'Administrateur unique de la Société. Toutes les procurations y seront annexées.

Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par l'Administrateur Unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, par deux Administrateurs.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les Administrateurs auront le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil d'Administration.

Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, câble, télégramme, moyens de communication électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le Conseil d'Administration est composé d'un Administrateur Unique, les décisions sont prises par l'Administrateur Unique, aux moments et lieux qu'il déterminera, par résolutions écrites qu'il signera.

Art. 15. Pouvoirs des administrateurs. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'actionnaire unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence de l'Administrateur unique ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou les présents statuts seront de la compétence de l'Administrateur Unique et en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration.

Art. 16. Délégation de pouvoirs. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Administrateurs ou actionnaires de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil d'Administration ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil d'Administration.

L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

Art. 17. Représentation de la société. Dans les rapports avec les tiers, le(s) Administrateur(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

La Société sera engagée par la seule signature de l'Administrateur Unique, et, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux membres du Conseil d'Administration.

En cas de délégation de pouvoirs, la Société sera également engagée par la signature unique ou, le cas échéant, par la signature conjointe de toute personne(s) à qui le Conseil d'Administration a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites dudit pouvoir.

Art. 18. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Administrateur, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Administrateur qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil d'Administration (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Administrateur dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des actionnaires. Lorsque la Société est composée d'un Administrateur Unique, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle l'Administrateur Unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 19. Indemnisation. La Société doit indemniser tout Administrateur et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle d'Administrateur, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 20. Révision des comptes. Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société doivent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, seront nommés par décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des actionnaires, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les commissaires aux comptes resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires.

Chapitre IV. Assemblée générale des actionnaires

Art. 21. Assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue, conformément à l'article 70 de la Loi, au siège social de la Société ou à un autre endroit à Luxembourg tel que spécifié dans la convocation à l'assemblée, le 7^{ème} jour du mois de juillet, à 10h00. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'assemblée générale des actionnaires sera tenue le Jour Ouvrable suivant.

Art. 22. Autres assemblée générale des actionnaires. Les assemblées générales des actionnaires se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation des Administrateurs ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration, subsidiairement

du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaires représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société que par un vote à l'unanimité.

Par ailleurs, en aucun cas la majorité ne peut obliger un actionnaire à augmenter sa participation dans le capital social de la Société.

Art. 23. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

Art. 24. Procédure, Vote. L'assemblée générale des actionnaires se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation de l'Administrateur Unique ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaires représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux actionnaires au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire. Un ou plusieurs actionnaires peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des actionnaires.

Toute assemblée générale des actionnaires doit être présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des actionnaires.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque action, sauf prévu autrement par la Loi. Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des actionnaires (i) représentant une majorité des actionnaires en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les actionnaires représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

Art. 25. Procès-verbaux des résolutions des actionnaires. Les procès-verbaux des décisions écrites de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des actionnaires doivent être établis par écrit et signés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires doivent être certifiés par l'Administrateur Unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 26. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des comptes annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et l'Administrateur unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'actionnaire unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 28. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Art. 29. Dividendes intérimaires. Le Administrateur unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 30. Dissolution, Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), actionnaire(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des actionnaires qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les actionnaires en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 31. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Dispositions générales

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le trente-et-un décembre 2015.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.700.

Constataion

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Souscription - Libération

SADYES CORP. a souscrit à trois cent dix actions ordinaires, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) ont été entièrement libérées par versement en espèces par SADYES CORP., de sorte que la somme de trente-un mille euros (EUR 31.000,00) est à la disposition de la société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Décision de l'associé unique

1) Sont nommés administrateurs pour une durée de six ans:

- Yannick Monardo, né le 8 janvier 1984 à Saint-Avold (France), juriste, résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246

- Massimo Raschella, né le 16 avril 1978 à Differdange (Luxembourg) comptable, résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg,

- Estelle Wanssy, née le 7 juillet 1979 à Fresnes (France), avocate, résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg

La société sera engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux membres du conseil d'administration.

Leur mandat sera, le cas échéant, renouvelé lors de l'assemblée générale annuelle se tenant en 2020.

2) Est nommé commissaire aux comptes pour une durée de six ans: Veridice S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154843.

Son mandat sera, le cas échéant, renouvelé lors de l'assemblée générale annuelle se tenant en 2020.

3) L'adresse de la société est fixée au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le représentant de la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 janvier 2015. Relation: EAC/2015/2258. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015039159/576.

(150044567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**Philae Développement S.A., Société Anonyme,
(anc. Design Ceramica S.A.).**

Siège social: L-5756 Frisange, 2, An der Aaluecht.
R.C.S. Luxembourg B 111.714.

L'an deux mille quinze,

Le dix-neuf février,

Par devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange, soussigné,

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «DESIGN CERAMICA S.A.», ayant son siège social à L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 111 714,

constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 7 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 320, le 13 février 2006.

La séance est ouverte à 09.30 heures sous la présidence de Monsieur Arnaud ZANDONA, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-3378 Livange, 3, rue de Turi.

Le président désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Cindy GOMES CORDEIRO, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-3441 Dudelange, 61-63, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de dénomination et par conséquent modification de l'article premier des statuts;
2. Transfert du siège social à L-5756 Frisange, 2, An der Aaluecht, entrée B Bel Horizon, et par conséquent modification de l'article trois des statuts;

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires, les membres du Bureau, ainsi que le notaire instrumentaire, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumise à l'enregistrement en même temps.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés "ne varietur" par les membres du Bureau et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution.

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la société anonyme de «DESIGN CERAMICA S.A.» en «PHILAE DEVELOPPEMENT S.A.» et de modifier, par conséquent, l'article premier (1^{er}) des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de PHILAE DEVELOPPEMENT S.A.».

Deuxième résolution.

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé, à L-5756 Frisange, 2, An der Aaluecht, entrée B Bel Horizon, et de modifier par conséquent l'article trois des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le siège social est établi à Frisange.»

Clôture.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance à 10.00 heures.

Frais.

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de cette assemblée générale à environ neuf cents euros (900.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. ZANDONA, C. GOMES CORDEIRO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 février 2015. Relation: EAC/2015/4329. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 09 mars 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015039115/61.

(150044716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

Philomelos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 186.364.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 01/12/2014, que:

- Fifth Cinven Fund (No. 1) Limited Partnership a transféré:

10,120,800 parts sociales de classe A

10,120,800 parts sociales de classe B

10,120,800 parts sociales de classe C

10,120,800 parts sociales de classe D

10,120,800 parts sociales de classe E

10,120,800 parts sociales de classe F

10,120,800 parts sociales de classe G

10,120,800 parts sociales de classe H

10,120,800 parts sociales de classe I

10,120,800 parts sociales de classe J

- Fifth Cinven Fund (No. 2) Limited Partnership a transféré:

8,976,924 parts sociales de classe A

8,976,924 parts sociales de classe B

8,976,924 parts sociales de classe C

8,976,924 parts sociales de classe D

8,976,924 parts sociales de classe E

8,976,924 parts sociales de classe F

8,976,924 parts sociales de classe G

8,976,924 parts sociales de classe H

8,976,924 parts sociales de classe I

8,976,924 parts sociales de classe J

- Fifth Cinven Fund (No. 3) Limited Partnership a transféré:

10,811,825 parts sociales de classe A

10,811,825 parts sociales de classe B

10,811,825 parts sociales de classe C

10,811,25 parts sociales-de classe D

10,811,825 parts sociales de classe E

10,811,825 parts sociales de classe G

10,811,825 parts sociales de classe H

10,811,825 parts sociales de classe I

10,811,825 parts sociales de classe J

- Fifth Cinven Fund (No. 4) Limited Partnership a transféré:

9,392,194 parts sociales de classe A

9,392,194 parts sociales de classe B

9,392,194 parts sociales de classe C

9,392,194 parts sociales de classe D

9,392,194 parts sociales de classe E

9,392,194 parts sociales de classe F

9,392,194 parts sociales de classe G

9,392,194 parts sociales de classe H

9,392,194 parts sociales de classe I

9,392,194 parts sociales de classe J

- Fifth Cinven Fund (No. 5) Limited Partnership a transféré:

3,901,660 parts sociales de classe A

3,901,660 parts sociales de classe B

3,901,660 parts sociales de classe C

3,901,660 parts sociales de classe D

3,901,660 parts sociales de classe E

3,901,660 parts sociales de classe F

3,901,660 parts sociales de classe G

3,901,660 parts sociales de classe H

3,901,660 parts sociales de classe I

3,901,660 parts sociales de classe J

- Fifth Cinven Fund (No. 6) Limited Partnership a transféré:

9,130,084 parts sociales de classe A

9,130,084 parts sociales de classe B

9,130,084 parts sociales de classe C

9,130,084 parts sociales de classe D

9,130,084 parts sociales de classe E

9,130,084 parts sociales de classe F

9,130,084 parts sociales de classe G

9,130,084 parts sociales de classe H

9,130,084 parts sociales de classe I

9,130,084 parts sociales de classe J

- Fifth Cinven Fund Co-Investment Partnership

528,621 parts sociales de classe A

528,621 parts sociales de classe B

528,621 parts sociales de classe C

528,621 parts sociales de classe D

528,621 parts sociales de classe E

528,621 parts sociales de classe F

528,621 parts sociales de classe G

528,621 parts sociales de classe H

528,621 parts sociales de classe I

528,621 parts sociales de classe J

à

Fifth Cinven Fund FCP-SIF, un Fonds Commun de Placement géré par la société Cinven Manco S.à r.l. ayant son siège social au 7 rue Lou Hemmer L-1748 Luxembourg-Findel et étant inscrite au Registre des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B163 645.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Philomelos S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015038793/93.

(150044206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

SGH Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 179.770.

L'an deux mille quinze, le six février.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire, résidant à Luxembourg.

A COMPARU

Madame Yolène HOUIT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de la société SGH CAPITAL S.A.,

en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration en date du 29 janvier 2015, dont une copie restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter les déclarations suivantes:

- SGH CAPITAL S.A., ayant son siège social à L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 179.770, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 13 août 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2563 du 15 novembre 2013, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 octobre 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 3692 du 3 décembre 2014.

I.- Le capital souscrit de la société est de DEUX MILLIONS DEUX CENT UN MILLE EUROS (2.201.000,- EUR) représenté par MILLE (1.000) actions de catégorie A et DEUX MILLIONS DEUX CENT MILLE (2.200.000) actions de catégorie B d'une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR), chacune.

Le conseil d'administration a été autorisé à augmenter le capital dans les limites du capital autorisé de DIX MILLIONS D'EUROS (10.000.000,-EUR) avec les restrictions suivantes:

Le conseil d'administration est autorisé, pendant une période expirant le cinquième anniversaire de la publication du présent acte de modifier les présents statuts au Mémorial C, recueil Spécial des Sociétés et Associations, à émettre en une ou plusieurs fois, le cas échéant sans réserver le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants de la Société, un maximum de DIX MILLIONS (10.000.000) d'actions avec une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR), selon les modalités suivantes:

(I) Un maximum de MILLE (1.000) actions de catégorie A, offertes à la souscription et détenues seulement par des administrateurs de catégorie A, chacune ayant une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR)

(II) Un maximum de NEUF MILLIONS NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE actions souscrites par des investisseurs de catégorie B, et/ou, de catégorie C et/ou D, et/ou E, et/ou F, ...etc, au choix du conseil d'administration, chacune ayant une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR).

II.- Par résolution prise par le conseil d'administration en date du 29 janvier 2015, le conseil a décidé de procéder à une augmentation de capital à concurrence de CINQ CENT CINQUANTE MILLE EUROS (550.000,- EUR) par l'émission de CENT CINQUANTE MILLE (150.000) actions nouvelles de catégorie B d'une valeur nominale de UN EURO (1,-EUR) et de QUATRE CENT MILLE (400.000) actions nouvelles de catégorie C d'une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR), libérées intégralement, et ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, de sorte que le capital passe de DEUX MILLIONS DEUX CENT UN MILLE EUROS (2.201.000,- EUR) à DEUX MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE ET UN MILLE EUROS (2.751.000,- EUR).

Les actions nouvelles ont été intégralement libérées en espèces à un prix total de CINQ CENT CINQUANTE MILLE EUROS (550.000,- EUR), représenté par CENT CINQUANTE MILLE (150.000) actions de catégorie B et QUATRE CENT MILLE (400.000) actions de catégorie C, la preuve ayant été rapportée au notaire instrumentaire.

III.- Suite à cette augmentation de capital, le premier alinéa de l'article 5 des statuts aura la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE ET UN MILLE EUROS (2.751.000,- EUR) représenté par MILLE (1.000) actions de catégorie A, DEUX MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE MILLE (2.350.000)

actions de catégorie B et QUATRE CENT MILLE (400.000) actions de catégorie C d'une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges de toutes espèces qui incombent à la société à la suite de cette augmentation de capital s'élève à environ EUR 2.300.-

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Y. HOUIT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 11 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4320. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 mars 2015.

Référence de publication: 2015038871/61.

(150044214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.235.

In the year two thousand and fifteen on the sixth of February.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED

Léa GNALY, lawyer, residing in Luxembourg, acting by virtue of resolutions taken by the board of directors (the "Board of Directors") of Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A. on 3 February 2015, copy of which resolutions, after having been signed in variety by the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to this document for the purposes of registration.

Who declared and required the notary to record that:

I. - Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A., is a public limited liability company (société anonyme) organised and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 179.235 (the "Company"). The Company was duly incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 18 July 2013, published in the Mémorial C on 24 September 2013 under number 2345. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time on 11 December 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary not yet published in the Mémorial C.

II. - According to article 6.1 of the Articles, the corporate capital of the Company is fixed at one million seven hundred and forty-two thousand one hundred and eighty-six Swedish Kronor and twenty Öre (SEK 1,742,186.20) divided into twenty-eight million (28,000,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), seventy-three million one hundred and nine thousand three hundred and ten (73,109,310) ordinary redeemable shares (the "Ordinary Redeemable Shares") and seventy-three million one hundred and nine thousand three hundred and ten (73,109,310) mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS") having a nominal value of one Öre (SEK 0.01) each.

III. - According to article 8.2 of the Articles, MRPS issued by the Company are redeemable shares for a period of thirteen (13) years in accordance with the provisions of Article 49-8 of the Law. Except as otherwise provided in the Articles, all subscribed and fully paid-up MRPS shall be redeemable at the request of the Company at any time in accordance with the provisions of Article 49-8 of the Law and in any case after thirteen (13) years as from the date of their issuance (the "Mandatory Redemption Date"). The redemption shall take place pursuant to a decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors.

The redemption of MRPS can only be made using (i) sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law (distributable funds, inclusive of MRPS Share Premium) or (ii) the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption.

Once redeemed, such MRPS shall immediately thereafter be cancelled by a decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors. Such cancellation shall be recorded by notarial deed to permit any amendments to these Articles consequential to the cancellation of these MRPS.

According to article 9.1 of the Articles, Ordinary Redeemable Shares issued by the Company are redeemable shares for a period of thirteen (13) years in accordance with the provisions of Article 49-8 of the Law. Except as otherwise provided in these Articles, all subscribed and fully paid-up Ordinary Redeemable Shares shall be redeemable at the request of the Company at any time in accordance with the provisions of Article 49-8 of the Law and in any case after the

Mandatory Redemption Date. The Ordinary Redeemable Shares must be necessarily redeemed at the same time as the MRPS in the same proportion.

The redemption shall take place pursuant to a decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors.

The redemption of Ordinary Redeemable Shares can only be made using (i) sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law (distributable funds, exclusive of MRPS Share Premium) or (ii) the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption.

Once redeemed, such Ordinary Redeemable Shares together with the redeemed MRPS shall immediately thereafter be cancelled by a decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors. Such cancellation shall be recorded by notarial deed to permit any amendments to these Articles consequential to the cancellation of these Ordinary Redeemable Shares and MRPS.

IV. - Pursuant to the resolutions of the Board of Directors dated 3 February 2015, the Board of Directors has decided to redeem five million seven hundred and eighty-one thousand six hundred and thirty-nine (5,781,639) MRPS of the Company, having a nominal value of one Öre (SEK 0.01) each together with a premium of ninety-eight Öre (SEK 0.98) and five million seven hundred and eighty-one thousand six hundred and thirty-nine (5,781,639) Ordinary Redeemable Shares of the Company, having a nominal value of one Öre (SEK 0.01) each (the "Redemption") as described below:

Name and address of shareholders	Number of existing shares	Number of redeemed shares	Redemption Price	Remaining shares after Redemption and Cancellation
Access Capital Partners S.A. on behalf of Access Capital Fund V FCPR Growth Buy-Out Europe with registered office at 121 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France	3,641,359 MRPS	287,967 MRPS	SEK 285,087.33	3,353,392 MRPS
Access Capital Fund V LP Growth Buy-Out Europe with registered office at 1 Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, GY1 2HL Guernsey	28,438,524 MRPS	2,248,977 MRPS	SEK 2,226,487.23	26,189,547 MRPS
Adelis Holding I AB with registered office at Biblioteksgatan 9, 111 46 Stockholm, Sweden	73,109,310 Ordinary Redeemable Shares	5,781,639 Ordinary Redeemable Shares	SEK 57,816.39	67,327,671 Ordinary Redeemable Shares
Access Capital Partners S.A. on behalf of Allocation PE Europe III FCPR with registered office at 121 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France	7,487,870 MRPS	592,157 MRPS	SEK 586,235.43	6,895,713 MRPS
Coeli Private Equity 2012 AB with registered office at Box 3317, 103 66 Stockholm, Sweden	12,821,695 MRPS	1,013,967 MRPS	SEK 1,003,827.33	11,807,728 MRPS
Access Capital Partners S.A. on behalf of Neufelize Vie PC A1 FCPR with registered office at 121 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France	5,333,824 MRPS	421,811 MRPS	SEK 417,592.89	4,912,013 MRPS
Ulla Wegenius residing at Tysta Gatan 14, 115 20 Stockholm, Sweden	15,386,038 MRPS	1,216,760 MRPS	SEK 1,204,592.40	14,169,278 MRPS
Total	73,109,310 MRPS	5,781,639 MRPS	SEK 5,781,639	67,327,671 MRPS
	73,109,310 Ordinary Redeemable Shares	5,781,639 Ordinary Redeemable Shares		67,327,671 Ordinary Redeemable Shares

IV. - The Board of directors further resolved to immediately cancel the five million seven hundred and eighty-one thousand six hundred and thirty-nine (5,781,639) redeemed MRPS, having a nominal value of one Öre (SEK 0.01) each and the five million seven hundred and eighty-one thousand six hundred and thirty-nine (5,781,639) redeemed Ordinary Redeemable Shares, having a nominal value of one Öre (SEK 0.01) each and to reduce the share capital of the Company by an amount of one hundred and fifteen thousand six hundred and thirty-two Swedish Kronor and seventy-eight Öre

(SEK 115,632.78) so as to bring it down from its present amount of one million seven hundred and forty-two thousand one hundred and eighty-six Swedish Kronor and twenty Öre (SEK 1,742,186.20) to one million six hundred and twenty-six thousand five hundred and fifty-three Swedish Kronor and forty-two Öre (SEK 1,626,553.42) (the "Capital Reduction").

V. - As a consequence of such Capital Reduction, the first paragraph of article 6.1 of the Articles of the Company will now read as follows:

“ 6.1. The corporate capital of the Company is fixed at one million six hundred and twenty-six thousand five hundred and fifty-three Swedish Kronor and forty-two Öre (SEK 1,626,553.42) divided into twenty-eight million (28,000,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), sixty-seven million three hundred and twenty-seven thousand six hundred and seventy-one (67,327,671) ordinary redeemable shares (the "Ordinary Redeemable Shares") and sixty-seven million three hundred and twenty-seven thousand six hundred and seventy-one (67,327,671) mandatory redeemable preferred shares (the "MPRS") having a nominal value of one Öre (SEK 0.01) each.”

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present deed.

Follows the french version

L'an deux mille quinze, le six février,

Par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU

Léa GNALY, juriste, demeurant à Luxembourg, agissant en vertu de résolutions prises par le conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») d'Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A. le 3 février 2015, copie de ces résolutions, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. - Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A., est une société anonyme organisée et existante selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 127 rue de Mühlenbach, L - 2168 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.235 (la "Société"). La Société a été dûment constituée suivant acte du notaire instrumentaire en date du 18 juillet 2013, publié au Mémorial C le 24 septembre 2013 sous le numéro 2345. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois le 11 décembre 2014 suivant acte du notaire instrumentaire non encore publié au Mémorial C.

II. - Aux termes de l'article 6.1 des Statuts, le capital social de la Société est fixé à un million sept cent quarante-deux mille cent quatre-vingt-six Couronnes suédoises et vingt centimes (1.742.186,20 SEK) divisé en vingt-huit millions (28.000.000) d'actions ordinaires (les "Actions Ordinaires"), soixante-treize millions cent neuf mille trois cent dix (73.109.310) actions ordinaires rachetables (les "Actions Ordinaires Rachetables") et soixante-treize millions cent neuf mille trois cent dix (73.109.310) actions préférentielles obligatoirement rachetables (les "APOR"), ayant une valeur nominale d'un centime de Couronne suédoise (0,01 SEK) chacune.

III. - Aux termes de l'article 8.2 des Statuts, les APOR émises par la Société sont des actions rachetables pendant une période de treize (13) années conformément aux dispositions de l'Article 49-8 de la Loi. Sauf dispositions contraires des Statuts, toutes les APOR souscrites et entièrement libérées sont rachetables à tout moment à la demande de la Société conformément aux dispositions de l'Article 49-8 de la Loi et en toutes circonstances treize (13) années après leur émission (la "Date de Rachat Obligatoire"). Le rachat aura lieu suivant une décision de l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration.

Le rachat d'APOR ne peut se faire qu'en utilisant (i) les sommes disponibles pour distribution conformément à l'Article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, y compris la Prime d'Emission d'APOR) ou (ii) les produits d'une nouvelle émission faite dans le but d'un tel rachat.

Une fois rachetées, les APOR seront immédiatement annulées par une décision de l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration. Une telle annulation sera enregistrée par acte notarié afin de permettre toute modification aux Statuts suite à l'annulation de ces APOR.

Aux termes de l'article 9.1 des Statuts, les Actions Ordinaires Rachetables émises par la Société sont des actions rachetables pendant une période de treize (13) années conformément aux dispositions de l'Article 49-8 de la Loi. Sauf dispositions contraires des Statuts, toutes les Actions Ordinaires Rachetables souscrites et entièrement libérées sont rachetables à tout moment à la demande de la Société conformément aux dispositions de l'Article 49-8 de la Loi et en

toutes circonstances après la Date de Rachat Obligatoire. Les Actions Ordinaires Rachetables doivent nécessairement être rachetées en même temps que les APOR dans la même proportion.

Le rachat devra avoir lieu suivant une décision de l'Administrateur Unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration.

Le rachat des Actions Ordinaires Rachetables ne pourra se faire qu'en utilisant (i) les sommes disponibles pour la distribution conformément à l'Article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, à l'exclusion de la Prime d'Emission d'APOR) ou (ii) les produits d'une nouvelle émission faite dans le but d'un tel rachat.

Une fois rachetées, les Actions Ordinaires Rachetables ensemble avec les APOR rachetées devront immédiatement être annulées par une décision de l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration. Une telle annulation sera enregistrée par acte notarié afin de permettre toute modification aux Statuts suite à l'annulation de ces Actions Ordinaires Rachetables et des APOR.

IV. - Suivant les résolutions du Conseil d'Administration du 3 février 2015, le Conseil d'Administration a décidé de racheter cinq millions sept cent quatre-vingt-un mille six cent trente-neuf (5.781.639) APOR de la Société, ayant une valeur nominale d'un centime (0,01 SEK) chacune ensemble avec une prime d'émission de quatre vingt-dix-huit centimes (0,98 SEK) et cinq millions sept cent quatre-vingt-un mille six cent trente-neuf (5.781.639) Actions Ordinaires Rachetables de la Société, ayant une valeur nominale d'un centime (0,01 SEK) chacune (le "Rachat") tel que décrit ci-dessous:

Nom et adresse des actionnaires	Nombre d'actions existantes	Nombre d'actions rachetées	Prix de rachat	Nombre d'actions après le Rachat et l'Annulation
Access Capital Partners S.A. on behalf of Access Capital Fund V FCPR Growth Buy- Out Europe avec son siège social au 121 Avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, France	3.641.359 APOR	287.967 APOR	285.087,33 SEK	3.353.392 APOR
Access Capital Fund V LP Growth Buy- Out Europe avec son siège social au 1 Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, GY1 2HL Guernesey	28.438.524 APOR	2.248.977 APOR	2.226.487,23 SEK	26.189.547 APOR
Adelis Holding I AB avec son siège social au Biblioteksgatan 9, 111 46 Stockholm, Suède	73.109.310 Actions Ordinaires Rachetables	5.781.639 Actions Ordinaires Rachetables	57.816,39 SEK	67.327.671 Actions Ordinaires Rachetables
Access Capital Partners S.A. on behalf of Allocation PE Europe III FCPR avec son siège social au 121 Avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, France	7.487.870 APOR	592.157 APOR	586.235,43 SEK	6.895.713 APOR
Coeli Private Equity 2012 AB avec son siège social au Box 3317, 103 66 Stockholm, Suède	12.821.695 APOR	1.013.967 APOR	1.003.827,33 SEK	11.807.728 APOR
Access Capital Partners S.A. on behalf of Neuflyze Vie PC A1 FCPR avec son siège social au 121 Avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, France	5.333.824 APOR	421.811 APOR	417.592,89 SEK	4.912.013 APOR
Ulla Wegenius résidant au Tysta Gatan 14, 115 20 Stockholm, Suède	15.386.038 APOR	1.216.760 APOR	1.204.592,40 SEK	14.169.278 APOR
Total	73.109.310 MRPS 73.109.310 Actions Ordinaires Rachetables	5.781.639 MRPS 5.781.639 Actions Ordinaires Rachetables	5.781.639 SEK	67.327.671 MRPS 67.327.671 Actions Ordinaires Rachetables

V. - Le Conseil d'administration a décidé en outre d'annuler immédiatement les cinq millions sept cent quatre-vingt-un mille six cent trente-neuf (5.781.639) APOR, ayant une valeur nominale d'un centime (0,01 SEK) chacune et les cinq millions sept cent quatre-vingt-un mille six cent trente-neuf (5.781.639) Actions Ordinaires Rachetables, ayant une valeur nominale d'un centime (0,01 SEK) chacune et de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent quinze mille six cent trente-deux Couronnes suédoises et soixante-dix-huit centimes (115.632,78 SEK) de manière à le porter de son montant actuel d'un million sept cent quarante-deux mille cent quatre-vingt-six Couronnes suédoises et vingt centimes (1.742.186,20 SEK) à un million six cent vingt-six mille cinq cent cinquante-trois Couronnes suédoises et quarante-deux centimes (1.626.553,42 SEK) (la "Réduction de Capital").

VI. - En conséquence de la Réduction de Capital, le premier paragraphe de l'article 6.1 des Statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

“ 6.1. Le capital social de la Société est fixé à un million six cent vingt-six mille cinq cent cinquante-trois Couronnes suédoises et quarante-deux centimes (1.626.553,42 SEK) divisé en vingt-huit millions (28.000.000) d'actions ordinaires (les "Actions Ordinaires"), soixante-sept millions trois cent vingt-sept mille six cent soixante et onze (67.327.671) actions ordinaires rachetables (les "Actions Ordinaires Rachetables") et soixante-sept millions trois cent vingt-sept mille six cent soixante et onze (67.327.671) actions préférentielles obligatoirement rachetables (les "APOR"), ayant une valeur nominale d'un centime de Couronne suédoise (0,01 SEK) chacune.”

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Gnaly, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 février 2015. Relation: EAC/2015/3815. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015038966/241.

(150044701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

Ecolux Services s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 20, rue des Trévières.

R.C.S. Luxembourg B 172.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ECOLUX SERVICES s.à r.l.

Référence de publication: 2015040329/10.

(150046408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Electro Farraj Hasan A-E-EFFE Sàrl, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 138.901.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 26 février 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a été déclaré dissoute la société à responsabilité limitée ELECTRO FARRAJ HASAN A-E-EFFE s.à r.l., dont le siège social à L-1946 Luxembourg, 21, rue Louvigny, a été dénoncé en date du 9 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Maître Lynn STELMES

Avocat / Le liquidateur

Référence de publication: 2015040337/13.

(150046217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.
